

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 12 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection de l'environnement**

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR FRANCE KLM**

Route de l'Arpenteur - BP 12253 TREMBLAY  
95700 Roissy-En-France

Références : UD95/2025/0697

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 dans l'établissement AIR FRANCE KLM implanté : Zone entretien, Route de l'Arpenteur à Roissy-en-France (95700). L'inspection a été annoncée le 4 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR FRANCE KLM
- Zone entretien Route de l'Arpenteur 95700 Roissy-en-France
- Code AIOT : 0006505994
- Régime : Autorisation, non Seveso, Non IED

La société AIR FRANCE INDUSTRIE exploite un établissement sur la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle sur le territoire de la commune de ROISSY EN FRANCE. Elle dispose pour cela de plusieurs ateliers afin d'assurer :

- la réparation et l'entretien de véhicules et d'engins à moteur ;
- le travail mécanique des métaux qui comprend des opérations telles que le meulage, le perçage, le découpage, le polissage, le ponçage et la forme ;
- le traitement des métaux à l'aide de bains ;
- l'entretien des moteurs et les essais sur bancs de turbines à combustion ;
- la réparation de pièces de structure d'avion.

## Thème de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative au suivi en service des Équipements Sous Pression relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;  
à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription Amende et astreinte journalière administrative	3 mois pour la mise en demeure et sursis à exécution de 3 mois pour l'astreinte journalière
4	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18		

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Compétence et reconnaissance du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5 1.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection de l'environnement a constaté, sur le site de la société AIR FRANCE INDUSTRIES, l'absence du suivi en service de certains équipements sous pression (liste des équipements non exhaustive, absence de dossier d'exploitation, non réalisation des inspections périodiques et requalifications périodiques) exigé par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017

De ce fait, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 557-1 du Code de l'environnement. Il est également proposé de prendre des sanctions administratives (amende et astreinte journalière) à l'encontre de l'exploitant pour l'exploitation d'équipements sous pression n'ayant pas fait l'objet d'opérations de contrôle depuis de nombreuses années.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Complétude de la liste
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b> Sollicitée par courriel en amont de la date de l'inspection et à nouveau lors de l'inspection, l'exploitant a fourni deux listes produites par extraction des outils informatiques dont il dispose (GMA et GED), outils n'ayant pas vocation à répondre aux exigences de la réglementation ESP.</p> <p>Une liste concerne le service « maintenance bâtiment » et l'autre les « moyens industriels ». Si elles ne répondent pas à l'objectif fixé par la prescription contrôlée, elles fournissent néanmoins un visu sur un certain nombre d'équipements en possession de la société AIR FRANCE INDUSTRIE.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'Inspection si les équipements intégrés dans ses outils informatiques ont résulté d'un recensement ESP.</p> <p>L'Inspection a constaté l'absence de toutes tuyauteries dans ces listes. L'exploitant a indiqué qu'il ignorait que celles-ci étaient soumises à la réglementation ESP et qu'il est possible que certaines d'entre elles devraient y figurer.</p> <p>Ces listes ne comportent pas les éléments attendus par la disposition contrôlée : le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>Par courriel du 2 décembre 2025, l'exploitant a transmis deux listes actualisées en réponse aux lacunes identifiées par l'Inspection lors de la visite. Nous constatons :</p>

- Concernant la partie gérée par le service « maintenance bâtiment » : La liste se décompose en trois sections (chauffage, air et froid). Ces sections comportent les colonnes correspondant aux items attendus mais ne sont pas intégralement remplies. À ce propos, l'exploitant indique, dans son courriel, travailler avec son prestataire SPIE afin d'affiner les données manquantes.
- Concernant la partie gérée par le service « moyens industriels » : La liste ne comporte pas la mention du type, du régime de surveillance ainsi que les dates de réalisation des dernières et prochaines inspections et requalifications périodiques. L'exploitant indique, dans son courriel, que la GED ne permet pas de restituer les éléments exigés par l'arrêté ministériel ESP et être en recherche de moyens de faire évoluer le système COSWIN pour répondre à la demande de l'arrêté ESP.

Nous constatons par ailleurs que les listes des équipements sous pression ne mentionnent pas les équipements suivants dont la présence a été constatée lors de la visite du site par l'inspecteur :

- constructeur COMPRESSO CG 1500.6 de numéro de fabrication 202312080026, PS 6 bars et volume 1500 litres
- constructeur SOFICA de numéro de fabrication 2461A, PS 35 bars et volume 200 litres,
- constructeur MANCHESTER TANS (connexe à autoclave portant le numéro interne 51011460002) de numéro de fabrication 334398, PS non mentionnée sur la plaque mentionnant 200 PSI (soit 13,78 bars après conversion), volume non mentionné sur la plaque mais atteignant au moins 200 litres de fait de ses dimensions percues, année 2018.

**Non conformité :** La liste des ESP ne comporte pas les informations exigées par la réglementation. Nous proposons à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société AIR FRANCE INDUSTRIE, de présenter sous le délai d'un mois, une liste de ses équipements sous pression présents sur le site conforme aux dispositions de l'article 6 III. de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

**Non conformité :** La liste des ESP ne comporte pas tous les équipements sous pression qui sont propriétés de la société AIR FRANCE INDUSTRIE. Nous proposons à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société AIR FRANCE INDUSTRIE, de produire sous le délai d'un mois, une liste de ses ESP comportant l'ensemble des équipements sous pression dont il a la responsabilité.

**Observation :** L'exploitant doit s'assurer de l'exhaustivité de sa liste d'équipements sous pression et notamment des tuyauteries soumis à la réglementation des ESP dont il pourrait disposer.

**Observation :** Des équipements de la liste issue du service « moyens industriels » ne semblent pas devoir figurer dans la liste des ESP (ESP transportables, équipements étant propriété de tiers...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Dossier d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Existence et complétude du dossier d'exploitation

**Prescription contrôlée :** L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas utiles à la compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une

décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;  
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; [...]

**Constats :** Les constats relatifs à la gestion des dossiers d'exploitation sont différents selon qu'il s'agisse des équipements gérés par le service maintenance bâtiment ou le service des moyens industriels.

Concernant la partie « moyens industriels », la GED est en capacité de constituer le dossier d'exploitation d'un seul tenant. L'exploitant a été en mesure de nous présenter le dossier d'exploitation de l'autoclave portant le numéro interne 51011460002. Il est cependant constaté que le plan de contrôle 14389/514113 de l'autoclave mentionné dans le dernier compte-rendu d'inspection périodique ne figure pas au dossier d'exploitation. Le dossier d'exploitation de cet équipement est donc à compléter.

Concernant la partie maintenance, les éléments constitutifs des dossiers d'exploitation n'ont pu être fournis pour l'un des deux équipements pour lesquels ils ont été sollicités (groupe froid de modèle CIAT et de numéro de série 02279069/0002).

**Non conformité :** Des dossiers d'exploitation sont inexistantes ou incomplets. Il est demandé à l'exploitant d'engager les actions correctives permettant de corriger cette non-conformité sous un délai de 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Inspections périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

**Prescription contrôlée :** I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;
- Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.  
III. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

**Constats :** L'inspecteur a choisi par sondage les 3 équipements suivants afin de vérifier la réalisation des inspections périodiques :

- autoclave portant le numéro interne 51011460002. Celui-ci dispose d'un compte rendu d'inspection périodique de l'APAVE du 07/02/2024 ;
- groupe froid de modèle CIAT et de numéro de série 02279069/0002. Datant de 2015, il n'est pas à jour de son inspection périodique ;
- échangeur de chaleur de marque BAELZ et de numéro de fabrication 377662-01-2. Cet échangeur datant de 2024 est donc trop récent pour disposer d'une inspection périodique.

Il est donc constaté qu'un équipement parmi les 3 choisis par sondage n'a pas fait l'objet du contrôle périodique à réaliser tous les 4 ans à minima.

La liste des équipements sous pression transmise le 2 décembre 2025 fait état de :

- 1 équipement « chauffage » daté de plus de 4 ans ne comportant pas de date d'inspection périodique réalisée ;
- 12 équipements « air » datés de plus de 4 ans et en défaut d'inspections périodiques réalisées ;
- 16 équipements « froid » daté de plus de 4 ans et en défaut d'inspections périodiques réalisées ;

Il convient d'ajouter à ce décompte les 47 équipements concernant la partie « moyens industriels » dont la liste ESP ne précise pas s'ils sont à jour de leur inspection périodique, déduction faite du grand autoclave dont la présence de l'inspection périodique a été vérifiée, des cadres de bouteilles et des équipements apparaissant être des ESPT au vu de leur intitulé (équipements sous pression transportable).

Il y aurait ainsi au total 76 (1+12+16+47) ESP en défaut d'inspections périodiques. Voir liste annexée au présent rapport.

**Non conformité :** Soixante-seize équipements sont en défaut de l'inspection périodique exigée par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Nous proposons au préfet :

- **de mettre en demeure** la société AIR FRANCE INDUSTRIE, sous le délai de trois mois, de procéder aux inspections périodiques des équipements sous pression listés en annexe au présent rapport ;
- **d'ordonner**, en application des dispositions de l'article L.557-58 du Code de l'environnement, et compte tenu de la gravité des faits, une astreinte journalière d'un montant défini dans la partie débutant en page 3 du présent rapport et intitulée : propositions à l'issue de la visite). Il est proposé un délai de sursis à exécution de 3 mois pour cette astreinte journalière ;
- **d'infliger**, compte-tenu de la gravité des manquements, et en application des dispositions de l'article L.557-58 du Code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de 350 euros par équipement en situation de défaut de réalisation d'inspection périodique à la date du 14 novembre 2025. Ce montant correspond au coût observé d'une inspection périodique réalisée par un organisme habilité. Le montant total de l'amende administrative est par conséquent de 26 600 euros (76 équipements x 350 euros).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, amende et astreinte administrative

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Requalifications périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

**Prescription contrôlée :** I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date

de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 [...]
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur [...]

**Constats :** L'inspecteur a choisi par sondage les 3 équipements suivants afin de vérifier la réalisation des requalifications périodiques :

- autoclave portant le numéro interne 51011460002. Celui-ci dispose du marquage sur sa plaque attestant de la réalisation d'une requalification en 2025 ;
- groupe froid de modèle CIAT et de numéro de série 02279069/0002. Datant de 2015, il n'est pas à jour de sa requalification périodique à réaliser à fréquence minimale de 10 ans (ou 12 ans en cas d'application d'un Cahier technique professionnel que l'exploitant n'a pas indiqué suivre).
- échangeur de chaleur de marque BAELZ et de numéro de fabrication 377662-01-2. Cet échangeur datant de 2024 est trop récent pour disposer d'une requalification périodique.

Il est donc constaté qu'un équipement parmi les 3 choisis par sondage n'a pas fait l'objet de la requalification périodique à réaliser tous les 10 ans dans le cas général de récipients simples ne comportant pas de fluides toxiques et ne suivant pas les dispositions d'un cahier technique professionnel.

La liste des équipements sous pression transmise le 2 décembre 2025 fait état des équipements suivants ne mentionnant pas de date de requalification périodique effectuées depuis au moins 10 ans :

- 1 équipement « chauffage » daté de 1991 ;
- 4 équipements « air » ;
- 16 équipements « froid ».

Il convient d'ajouter à ce décompte les 47 équipements concernant la partie « moyens industriels » dont la liste ESP ne précise pas s'ils sont à jour de leur requalification périodique, déduction faite du grand autoclave dont la réalisation de la requalification périodique a été constatée, des cadres de bouteilles et des équipements apparaissant être des ESPT (équipements sous pression transportable).

Il y aurait ainsi au total 68 (1+4+16+47) ESP en défaut de requalifications périodiques. Voir liste annexée au présent rapport.

**Non conformité :** Soixante-huit équipements se trouvent en défaut de la requalification périodique exigée par l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Nous proposons au préfet :

- **de mettre en demeure** la société AIR FRANCE INDUSTRIE, sous le délai de trois mois, de procéder aux requalifications périodiques des équipements sous pression listés en annexe au présent rapport ;
- **d'ordonner**, en application des dispositions de l'article L.557-58 du Code de l'environnement, et compte tenu de la gravité des faits, une astreinte journalière d'un montant défini dans la partie débutant en page 3 du présent rapport et intitulée : propositions à l'issue de la visite). Il est proposé un délai de sursis à exécution de 3 mois pour cette astreinte journalière ;
- **d'infliger**, compte-tenu de la gravité des manquements, et en application des dispositions de l'article L.557-

58 du Code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de 500 euros par équipement en situation de défaut de réalisation d'inspection périodique à la date du 14 novembre 2025. Ce montant correspond au coût observé d'une inspection périodique réalisée par un organisme habilité. Le montant total de l'amende administrative est par conséquent de 34 000 euros (68 équipements x 500 euros).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, amende et astreinte administrative

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Compétence et reconnaissance du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5 1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Compétence et reconnaissance du personnel

**Prescription contrôlée :** I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.

**Constats :** Nous avons pu constater, le 14 novembre 2025, que l'exploitant ne pouvait justifier :

- que le personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements est informé et compétent afin de surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger,
- que le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à la conduite des équipements répondant aux critères de l'article 7 et est périodiquement confirmé dans cette fonction.

Par courriels des 25 et 27 novembre 2025, l'exploitant a transmis/indiqué à l'Inspection :

- concernant la partie maintenance bâtiment, le listing des personnes chargées de l'entretien et de la surveillance des équipements sous pression transmise par la société Spie (Entretien bâtiment – FMEUR),
- concernant la partie moyens industriels, une attestation de formation du prestataire Actemium pour exploiter sans danger des appareils à couvercle amovible à fermeture rapide (autoclave) pour le bâtiment 4702-Hélios,
- que toutes les autres actions de maintenance sur les ESP du périmètre maintenance industrielle sont sous-traitées à des organismes, bureaux de contrôles et/ou fabricants,
- organiser pour le premier semestre 2026 un programme de formation pour le personnel Air France chargé de la programmation et du suivi des maintenances des ESP afin de s'assurer sur le long terme de la bonne gestion des ESP,. L'exploitant a joint son programme de formation à son courriel.

L'Inspection émet des doutes sur la suffisance du périmètre des formations qui doit également concerner le personnel participant à l'exploitation des équipements sous pression, sujet auquel il n'a pas répondu.

**Non conformité :** A date, l'exploitant ne dispose pas d'un personnel informé et compétent pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Il est demandé à l'exploitant d'engager les actions correctives permettant de corriger cette non-conformité sous un délai de 3 mois.

**Non conformité :** A date, l'exploitant ne dispose pas d'un personnel formellement reconnu apte à l'exploitation des équipements répondant aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2027. Il est demandé à l'exploitant d'engager les actions correctives permettant de corriger cette non-conformité sous un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



# Annexe

-----

## Listes des équipements en défaut d'inspections périodiques et/ou de requalifications périodiques



### CHAUFFAGE



Batiment	N° de fabrication	Constructeur	Ref équipement	Type ESP	Année	PS	V (Litre)	PS x V	Régime de fabrication	Régime de surveillance	Soumis à DMS/CMS Obligation de déclaration et de mise en service	Derniere IP	Derniere RP	Prochaine IP	Prochaine RP
4701	4/9102593	CIAT	Echangeur vapeur	Récipient	1991	35	41	1435			NON				

### AIR



Ref équipement	Type ESP	Année	PS	V (Litre)	PS x V	Régime de fabrication	Régime de surveillance	Soumis à DMS/CMS Obligation de déclaration et de mise en service	Derniere IP	Derniere RP	Prochaine IP	Prochaine RP
<u>Reservoir</u>	Récipient	1973	40	100	4000	Décret du 18 Janvier 1943			XXXX	19/07/2022	2026	19/07/2032
<u>Reservoir</u>	Récipient	1973	40	100	4000	Décret du 18 Janvier 1943			XXXX	19/07/2022	2026	19/07/2032
<u>Reservoir</u>	Récipient	2013	16,4	50796	8200000	Codap 2005		OUI	XXXX			
<u>Reservoir</u>	Récipient	2015	16,4	50796	8200000	Codap 2005		OUI	XXXX			
<u>Reservoir</u>	Récipient	2019	10	75	750				XXXX			2029
<u>Reservoir</u>	Récipient	2013	11	750	8250	CE 0062			XXXX			
<u>Reservoir</u>	Récipient	1990	10	800	8000				XXXX			



### FROID



Batiment	N° de fabricati	Constructeur	Ref équipement	Type ESP	Année	PS	V (Litre)	PS x V	Régime de fabrication	Régime de surveillance	Derniere IP	Derniere RP	Prochaine IP	Prochaine
4225	affaire 239854	LEBRUN	Groupe froid	Récipient			120,000							
4225	EKP0652	Trane	Groupe froid	Récipient			87,000							
4225	EKP0653	Trane	Groupe froid	Récipient			87,000							
4704	0154581	Trane	Groupe froid	Récipient			28,000							
4504	000	CIAT	Groupe froid	Récipient			17,000							
4504	00400536001	CIAT	Groupe froid	Récipient			17,000							
4702	02279069/0001	CIAT	Groupe froid	Récipient	2015	21	52,000	1092	DESP 97/23/CE			SO	01/12/2025	2025
4702	02279069/0002	CIAT	Groupe froid	Récipient	2015	21	52,000	1092	DESP 97/23/CE			SO	01/12/2025	2025
4701	CH-20D00954	Daikin	Groupe froid	Récipient		15,5/25,5	80,000		CE0948					
4701	CH-20D00948	Daikin	Groupe froid	Récipient		15,5/25,5	82,000		CE0948					
4701	CH-20D00949	Daikin	Groupe froid	Récipient		15,5/25,5	82,000		CE0948					
4701	12R905568	Carrier	Groupe froid	Récipient			93,000							
4701	12R905567	Carrier	Groupe froid	Récipient			93,000							
4701	CH-16F001327	Daikin	Groupe froid	Récipient			13,400							
4701	CH-16GO1656	Daikin	Groupe froid	Récipient			13,400							
4503	01037600	Climaveneta	Groupe froid	Récipient			70,000							

Description du type d'intervention	Équipement (intervention de l'équipement)	Description de l'équipement	Code centre de coût	Intervalle	Unité de l'intervalle	Date de prochain exé	Classe d'intervention
Maintenance Réglementaire	4401N18004	SECHEUR BD480-APF200714	E3CNTG440AF	120	mois	31/07/2025	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18005	SECHEUR BD110Q+ APF200666	E3CNTG440AA	120	mois	31/07/2025	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	51011460002	GRAND AUTOCLAVE ASC	E3CNTT510AB	120	mois	15/01/2025	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	51011460003	PETIT AUTOCLAVE ASC	E3CNTT510AC	120	mois	15/01/2025	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	30141960004	CENTRALE AIR RESPIRABLE SABLEUSE ROSLER	E3CNPJ301AA	120	mois	08/05/2029	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	35251860007	BANC TEST ETANCHEITE MOTEUR AZOTE TMH	E3ENSP352AA	120	mois	09/05/2028	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	3530N24001-1	CAPACITE + SOUPAPE RESEAU BRASSAGE H4	E3ANTG353AA	120	mois	02/07/2035	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401016471	CUVE AIR GX7FF	E3SNTG440AA	120	mois	21/07/2033	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401044532	SURPRESSEUR AZOTE HASKEL	E3MSEQ	120	mois	26/04/2033	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44010960001	COMPRESSEUR AIR ZT160VSD- APF149263	E3SNTG440AA	120	mois	21/10/2030	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44010960002	POSTE DE DETENTE VEHICULE AIR 18884	E3ANTG440AA	120	mois	19/11/2030	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N12005	CUVE AIR GA22	E3SNTG440AA	120	mois	28/04/2032	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N17001	CUVE 500L SIAP	E3SNTG440AA	120	mois	01/06/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18001	COMPRESSEUR GA132 VSD-APF200540	E3SNTG440AC	120	mois	25/06/2035	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18002	COMPRESSEUR GA250 N°1-APF200890	E3CNTG440AD	120	mois	17/07/2035	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18003	COMPRESSEUR GA250 N°2- APF200942	E3CNTG440AE	120	mois	16/07/2035	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18006	CUVE TAMPON	E3CNTG440AA	120	mois	17/11/2035	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N24011	CUVE TAMPON 5000 L ET RESEAU 11 BARS	E3CNTG440AA	120	mois	01/11/2034	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44501460004	POSTE DE DETENTE VEHICULE AIR 18938	E3ANTG445AA	120	mois	04/03/2034	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4450976129	POSTE DE DETENTE VEHICULE AIR 5679	E3ANTG445AA	120	mois	29/11/2030	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4450N15002	kdé	E3CNTG445AA	120	mois	27/03/2035	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	49601060008	STATION CARBURANT ZEPHYR	E3ENBH496AE	120	mois	15/04/2031	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	5155N12046	SYSTEME AIR DE DEMARRAGE	E3ENTSS15AQ	120	mois	03/06/2034	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	5160186007	CABINE SABLAGE ROSLER AMIDON DE BLE ET MED	E3CNTSS16AA	120	mois	02/09/2029	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	5160N21001	SABLEUSE MINI30L LACME	E3CNTSS16AA	120	mois	15/02/2031	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	62841010958	VEHICULE CHANGEMENT ROUE AVION MC 10957	E3ANMS628AA	120	mois	25/04/2033	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	6284N15001	INSTALLATION EMBARQUEE POUR CHANGEMENT R	E3ANMS628AA	120	mois	28/10/2032	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	6284N25035	INSTALLATION EMBARQUEE POUR CHANGEMENT R	E3ANMS628AA	120	mois	25/04/2033	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	MASTER18907	MASTER ATELIER AIR EQUIPE PISTE 18907	E3C0QG	120	mois	28/10/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44011260008	COMPRESSEUR AIR GA22*FF-API320366	E3SNTG440AA	120	mois	01/08/2032	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44011260009	COMPRESSEUR AIR GA22*FF-API320367	E3SNTG440AA	120	mois	01/08/2032	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	30141960004	CENTRALE AIR RESPIRABLE SABLEUSE ROSLER	E3CNPJ301AA	40	mois	16/05/2026	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401044532	SURPRESSEUR AZOTE HASKEL	E3MSEQ	40	mois	12/02/2018	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44010960002	POSTE DE DETENTE VEHICULE AIR 18884	E3ANTG440AA	40	mois	18/07/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N17001	CUVE 500L SIAP	E3SNTG440AA	40	mois	09/08/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18001	COMPRESSEUR GA132 VSD-APF200540	E3CNTG440AC	40	mois	21/12/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18002	COMPRESSEUR GA250 N°1-APF200890	E3CNTG440AD	40	mois	26/08/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18003	COMPRESSEUR GA250 N°2- APF200942	E3CNTG440AE	40	mois	18/07/2027	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N24011	CUVE TAMPON 5000 L ET RESEAU 11 BARS	E3CNTG440AA	40	mois	01/03/2028	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44501460004	POSTE DE DETENTE VEHICULE AIR 18938	E3ANTG445AA	40	mois	20/10/2026	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	49601060008	STATION CARBURANT ZEPHYR	E3ENBH496AE	40	mois	12/09/2026	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44011260008	COMPRESSEUR AIR GA22*FF-API320366	E3SNTG440AA	40	mois	02/12/2025	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	44011260009	COMPRESSEUR AIR GA22*FF-API320367	E3SNTG440AA	40	mois	02/12/2025	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18004	SECHEUR BD480-APF200714	E3CNTG440AF	40	mois	31/07/2028	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	4401N18005	SECHEUR BD110Q+ APF200666	E3CNTG440AA	40	mois	31/07/2028	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	51011460002	GRAND AUTOCLAVE ASC	E3CNTT510AB	24	mois	07/02/2026	ROVCR1
Maintenance Réglementaire	51011460003	PETIT AUTOCLAVE ASC	E3CNTT510AC	24	mois	07/02/2026	ROVCR1